Convocations du Conseil Municipal adressées individuellement le 4 avril 2017 pour la séance du 12 avril 2017 à 20 heures à la mairie.

Le Maire,

L'ordre du jour est le suivant :

- *Approbation de la séance du Conseil Municipal du 15 février 2017*
- *Subventions 2017*
- *Budget primitif 2017 Commune*
- *Budget primitif 2017 Assainissement collectif*
- *Indemnité de fonction des élus : modification de l'indice de référence*
- *Ecole Henri Matisse : demande avis sur le retrait conditionnel d'un emploi élémentaire*
- *Admission en non-valeur de produits irrécouvrables*
- *Résultat de l'enquête publique du 27 février au 13 mars 2017 relative à l'aliénation d'un chemin rural à Montservin*
- *Résultat de l'enquête publique du 27 février au 13 mars 2017 relative à l'aliénation d'un chemin rural au Hucret et à l'acquisition d'une parcelle à la Rouvrais*
- *Classement des archives communales*
- *Questions diverses*

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 avril 2017

L'an deux mille dix-sept, le douze avril à vingt heures, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de Monsieur Marcel PIOT, Maire.

PRESENTS : Marcel PIOT, Marie-Hélène DURÉ, Jean-Paul MURIE, Florence DAVID, Jean-François GUERIN, Laurence ALLAIN, Laurent CITRE, Nathalie TESSIER, Olivier MILLION, Philippe DOUARD.

Absents excusés : Béatrice LEROUX, Sonia ROBERT, Danielle HUOT, Patrick LEMESLE et Loïc LEBRET.

Pouvoir : Béatrice LEROUX à Florence DAVID, Sonia ROBERT à Jean-Paul MURIE, Danielle HUOT à Marie-Hélène DURÉ, Patrick LEMESLE à Marcel PIOT et Loïc LEBRET à Nathalie TESSIER

Secrétaire de séance : Florence DAVID

OBJET DE_20_2017 : APPROBATION DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 FEVRIER 2017

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver la séance précédente en date du 15 février 2017.

En l'absence d'objections, le compte rendu de la séance précédente est adopté à l'unanimité des membres présents.

OBJET DE_21_2017 : SUBVENTIONS 2017

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les propositions de subventions et participations attribuées aux associations et organismes divers. Ces propositions ont été examinées par la

commission des finances dans sa séance du 4 avril 2017. La commission propose de reconduire les montants accordés en 2016.

Concernant les 30 ans du stock cars, la commission propose de provisionner une somme exceptionnelle de 1 000 € pour financer le feu d'artifice. Cette dépense sera payée sur présentation d'une facture. Monsieur le Maire précise que la commune avait participé à hauteur de 400 € en 2007 et de 450 € en 2012.

Concernant le Rotary Club, Nathalie TESSIER regrette qu'aucune subvention ne soit accordée alors que le Rotary peut soutenir des élèves de la commune qui participent à des voyages linguistiques. Elle demande que la commune se renseigne. Monsieur le Maire prend note de cette remarque.

La commission propose de ne plus accorder de subvention aux établissements scolaires extérieurs à la commune de type CFA, chambre des Métiers, MFR, etc... Madame Nathalie TESSIER regrette ce manque de soutien à l'éducation des enfants. Monsieur le Maire lui répond que face aux baisses des dotations et aux nouvelles charges (TAP, service Autorisation du Droit des Sols), la commune doit trouver des économies et que ces établissements ont d'autres sources de financement beaucoup plus importantes. Sur ce point, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, par 12 voix pour et 3 voix contre [Nathalie TESSIER, Olivier MILLION, Loïc LEBRET (pouvoir à Nathalie TESSIER)], de ne pas accorder de subvention.

Monsieur le Maire précise que sept associations communales ne sollicitent pas de subvention en 2017 : CATM, Pêche communale, troupe Tonone, Travaux manuels, Sourire de Claire, Bonnemain Demain et les Mains Unies.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité :

a) le maintien à compter du 1^{er} janvier 2017 des participations suivantes :

- 34 € par élève des établissements secondaires participant à des voyages ou séjours divers.
- 15 € par élève des établissements primaires de la commune participant à des voyages scolaires.
- 35 € par élève pour les fournitures scolaires.
- 8.5 € par élève pour les jouets de Noël.
- 12.5 € par élève pour les associations de parents d'élèves de la commune.

b) l'ensemble des propositions ci-dessous :

Association communales	
ACCA	224.00 €
ACCA destruction ragondins lagunes	100.00 €
APEL 142 élèves	1 775.00 €
APEL voyages 92 élèves primaires	1 380.00 €
Amis de l'école publique 93 élèves	1 162.50 €
Amis école publique voyages 62 élèves primaires	930.00 €
Club du Bon' Accueil	182.00 €
Club Gymnastique Féminine	245.00 €
Comité d' Animation	220.00 €
Football Club Meillac Lanhélin Bonnemain	1 285.00 €
OGEC fournitures scolaires	4 970.00 €
Stock Cars Club	392.00 €
Stock Cars Club feu d'artifice 30 ans (sur facture)	1 000.00 €
Tennis de Table Granit Bleu	280.00 €
Association extra communales	
Association Eaux et Rivières	16.00 €
Comice Agricole canton de Combourg	1 063.00 €

J'ai Deux Notes à Vous Dire	80.00 €
Office des Sports de la Bretagne Romantique (OSBR)	1 045.80 €
Prévention Routière	31.00 €
RASED Tinténiac	130.20 €

OBJET DE_22_2017 : BUDGET PRIMITIF 2017 COMMUNE

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Après examen en séance du 4 avril 2017 par la commission des finances, Monsieur le Maire présente le budget primitif, équilibré en recettes et en dépenses par section comme suit :

Section de fonctionnement : **1 005 000 €**

Section d'investissement : **843 367 €**

Aucune remarque particulière n'est exprimée. Les principaux projets d'investissement pour l'année 2017 sont la construction d'une maison médicale et les effacements de réseaux rue de la Maison Neuve et rue du Rocher Cordier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la section de fonctionnement et par 12 voix pour et 3 abstentions [Nathalie TESSIER, Olivier MILLION, Loïc LEBRET (pouvoir à Nathalie TESSIER)], la section d'investissement du budget primitif 2017 de la commune.

OBJET DE_23_2017 : BUDGET PRIMITIF 2017 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Après examen en séance du 4 avril 2017 par la commission des finances, Monsieur le Maire présente le budget primitif, équilibré en recettes et en dépenses par section comme suit :

Section d'exploitation : **63 879 €**

Section d'investissement : **124 136 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la section d'exploitation et la section d'investissement du budget primitif 2017 de l'assainissement collectif.

OBJET DE_24_2017 : INDEMNITE DE FONCTION DES ELUS : MODIFICATION DE L'INDICE DE REFERENCE

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'en application des dispositions du décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique à compter du 1^{er} janvier 2017, l'indice sommital est modifié et passe de l'indice brut 1015 à l'indice brut 1022.

Cette modification de l'indice brut terminal de la fonction publique a une incidence sur le mode d'indemnisation des élus locaux qui prend en référence cet indice.

A compter du 1^{er} janvier 2017, le montant des indemnités de fonction des élus telles qu'elles ont été définies par la délibération du 10 avril 2014 sera calculé en pourcentage de l'indice brut 1022.

Monsieur le Maire précise que ce nouveau mode de calcul ne modifie en rien les indemnités des élus telles qu'elles avaient été présentées en début de mandature.

Il convient donc de délibérer afin d'appliquer cette réforme pour le calcul des indemnités des élus.

Considérant que la commune compte 1 494 habitants,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de retenir à compter du 1^{er} janvier 2017, l'indice brut terminal de la fonction publique pour base de calcul des indemnités de fonction des élus.

- D'acter que les taux des indemnités des élus mentionnés sur la délibération n° D-35-2014 du 10 avril 2014 restent en vigueur, à savoir :
 - Maire : 37.4 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 1^{er} adjoint : 14.4 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 2^{ème} adjoint : 14.4 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 3^{ème} adjoint : 14.4 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- D'acter que les indemnités continueront à faire l'objet d'un règlement mensuel et évolueront en fonction du point d'indice brut publié au Journal Officiel.

OBJET DE_25_2017 : ECOLE HENRI MATISSE : AVIS SUR LE RETRAIT CONDITIONNEL D'UN EMPLOI ELEMENTAIRE

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le fait que l'Inspection Académique a soumis pour avis au Comité Technique Spécial Départemental, la mesure suivante pour la rentrée 2017 :

- le retrait conditionnel d'un emploi à l'école élémentaire Henri Matisse,
Cette mesure va entraîner une fermeture de classe en élémentaire, classe qui a été seulement ouverte à la rentrée précédente. Monsieur le Maire précise que cette fermeture de classe est conditionnelle et ne sera confirmée qu'en septembre 2017, après vérification des effectifs de la rentrée. Elle peut ne pas se réaliser.

L'inspection académique demande de soumettre cette proposition au conseil municipal.

Monsieur le Maire propose d'émettre un avis défavorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité cette proposition.

OBJET DE_26_2017 : ADMISSION EN NON-VALEUR DE PRODUITS IRRECOUVRABLES

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal un état de produits irrécouvrables d'un montant de 30.40 €uros sur l'exercice 2012. Le Comptable du Trésor a procédé aux poursuites sans résultat et a établi un procès-verbal de carence à l'encontre du redevable. Il convient donc de prononcer l'admission en non-valeur.

Monsieur le Maire propose d'admettre en non-valeur cette somme et d'accorder décharge au Comptable du trésor.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité ces propositions.

OBJET DE_27_2017 : RESULTAT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE DU 27/02 AU 13/03/2017 RELATIVE A L'ALIENATION D'UN CHEMIN RURAL A MONTSERVIN

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Monsieur Laurent CITRÉ sort de la salle du conseil.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 21 septembre 2015, le Conseil Municipal a décidé le lancement de la procédure d'enquête publique préalable pour le projet de cession d'un chemin rural à Montservin. Monsieur le Maire rappelle également que par arrêté n° A_26_2017 du 3 février 2017 a été prescrite l'enquête publique du 27 février au 13 mars 2017.

Il donne lecture du procès-verbal de l'enquête établi par Monsieur Gabriel GUITTENY, commissaire enquêteur, désigné à cet effet par arrêté précité. Le commissaire enquêteur a donné un avis favorable à l'égard de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte à l'unanimité des conclusions du commissaire enquêteur et autorise Monsieur le Maire à procéder à l'aliénation du délaissé suivant et à signer tous les documents nécessaires :

➤ Au lieu-dit « Montservin », parcelle D 1682, 802 m² à 0.25 €/m², soit 200.50 € à GAEC Montservin domiciliés « Montservin» 35270 BONNEMAIN.

Cet acte de vente sera passé en l'étude de Maître Laurence CHEVALIER-MOUSSON, notaire à Miniac Morvan (35).

Les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur ainsi que le remboursement d'une partie des honoraires du commissaire enquêteur et des frais de publication, soit un montant de 365.63 Euros.

Suite à ce vote, Monsieur Laurent CITRÉ réintègre la salle des séances.

OBJET DE_28_2017 : RESULTAT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE DU 27/02 AU 13/03/2017 RELATIVE A L'ALIENATION D'UN CHEMIN RURAL AU HUCRET ET L'ACQUISITION D'UNE PARCELLE A LA ROUVRAIS

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 29 mars 2016, le Conseil Municipal a décidé le lancement de la procédure d'enquête publique préalable pour le projet de cession d'un chemin rural au Hucret et le projet d'acquisition d'une bande de terrain de 121 m² pour élargir la voie communale n° 30 à la Rouvrais.

Monsieur le Maire rappelle également que par arrêté n° A_26_2017 du 3 février 2017 a été prescrite l'enquête publique du 27 février au 13 mars 2017.

Il donne lecture du procès-verbal de l'enquête établi par Monsieur Gabriel GUITTENY, commissaire enquêteur, désigné à cet effet par arrêté précité. Le commissaire enquêteur a donné un avis favorable à l'égard de ces affaires.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de prendre acte des conclusions du commissaire enquêteur
- de décider l'élargissement de la voie communale n° 30 sur une superficie de 121 m²
- de l'autoriser à procéder à la signature des actes suivants :
 - Au lieu-dit « le Hucret », la commune cède le délaissé de chemin cadastré A 2237, 1 224 m² à 0.25 €/m², soit 306 € à Monsieur Patrice DELAMAIRE domicilié « 1 le Hucret» 35270 BONNEMAIN.
 - Au lieu-dit « La Rouvrais », la commune acquiert la parcelle A 2236, 121 m² à 0.25 €/m², soit 30.25 € à Monsieur Patrice DELAMAIRE domicilié « 1 le Hucret» 35270 BONNEMAIN

Ces actes de vente seront passés en l'étude de Maître Bertrand PRIOL, notaire à Combourg (35).

Monsieur Patrice DELAMAIRE remboursera une partie des honoraires du commissaire enquêteur et des frais de publication ainsi que la moitié des frais de géomètre, soit un montant total de 836.87 Euros.

Les frais de notaire seront également partagés de moitié entre la commune et Monsieur Patrice DELAMAIRE.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité l'ensemble de ces propositions.

OBJET DE_29_2017 : CLASSEMENT DES ARCHIVES COMMUNALES

Préfecture de Rennes, reçu le 20/04/2017

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Marie-Hélène DURÉ, 1^{ère} adjointe.

Le Maire est le responsable des archives de la commune, civilement et pénalement. Il doit les conserver :

- pour la gestion des affaires communales
- pour la justification des droits de la commune
- pour la sauvegarde de la mémoire de la commune

La commune est propriétaire de ses archives à l'exception de certains documents comme l'Etat Civil ou le cadastre dont la propriété demeure à l'Etat.

Conformément aux dispositions de l'article L 2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les frais de conservation des archives constituent une dépense obligatoire pour les communes.

Le classement des archives communales n'a pas été effectué depuis une trentaine d'années. Madame Claudia Sachet, archiviste intercommunale au Conseil Départemental, a effectué l'évaluation de ces archives en vue de leur classement général. Le métrage linéaire est estimé à 52 ml.

Le coût de l'opération est évalué à 3 500 € comprenant :

- la prestation d'un archiviste titulaire de diplômes d'histoire et d'archiviste proposé par les archives départementales et recruté par la commune (grille d'emploi recommandée : assistant de conservation du patrimoine principal 2^{ème} classe 1^{er} échelon) estimée à 2 500 €
- l'achat des articles de conservation estimé à 1 000 euros.

La durée de la mission est estimée à 1 mois et pourrait être envisagée à partir de septembre 2017.

Madame la 1^{ère} Adjointe propose au Conseil Municipal :

- d'engager le classement complémentaire des archives communales
- de solliciter le service des archives départementales pour l'affectation d'un archiviste
- de confirmer l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2017
- d'autoriser à recruter par arrêté individuel la personne qui sera retenue pour cette prestation
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer et exécuter tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité ces propositions.

OBJET : INFORMATIONS DIVERSES

Madame Marie-Hélène DURÉ informe le Conseil Municipal qu'un plan-guide officiel 2017 de la commune de Bonnemain a été édité par la société INFOCOM. Entièrement financé par la publicité, ce plan-guide coûte donc 0 € à la commune. Se trouve à l'intérieur de ce document le plan général de Bonnemain avec la liste des lieux-dits ainsi que les chemins de randonnée, le plan du bourg avec le nom des rues, des renseignements pratiques et un peu d'histoire sur la commune.

Madame DURÉ propose que ce plan soit distribué à tous les habitants par les conseillers municipaux.

- Madame Marie-Hélène DURÉ présente ensuite le tableau des permanences relatif à l'élection présidentielle du 23 avril. Un second tableau sera élaboré pour le 2^{ème} tour le 7 mai.

Elle rappelle que les conseillers municipaux seront à nouveau sollicités pour les permanences lors des élections législatives des 11 et 18 juin 2017.

- Maison médicale : la date limite de remise des offres pour les 12 lots est fixée au **vendredi 14 avril 2017 à 12h**. La Commission d'appel d'offre se réunira le même jour à 14h30.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h15.

Commune de Bonnemain – Conseil Municipal du 12 avril 2017

N°	DATE	OBJET	FOLIO
20-2017	15/02/2017	<i>Approbation de la séance du Conseil Municipal du 15 février 2017</i>	
21-2017	15/02/2017	<i>Subventions 2017</i>	
22-2017	15/02/2017	<i>Budget primitif 2017 Commune</i>	
23-2017	15/02/2017	<i>Budget primitif 2017 Assainissement collectif</i>	
24-2017	15/02/2017	<i>Indemnité de fonction des élus : modification de l'indice de référence</i>	
25-2017	15/02/2017	<i>Ecole Henri Matisse : demande avis sur le retrait conditionnel d'un emploi élémentaire</i>	
26-2017	15/02/2017	<i>Admission en non-valeur de produits irrécouvrables</i>	
27-2017	15/02/2017	<i>Résultat de l'enquête publique du 27 février au 13 mars 2017 relative à l'aliénation d'un chemin rural à Montservin</i>	
28-2017	15/02/2017	<i>Résultat de l'enquête publique du 27 février au 13 mars 2017 relative à l'aliénation d'un chemin rural au Hucret et à l'acquisition d'une parcelle à la Rouvrais</i>	
29-2017	15/02/2017	<i>Classement des archives communales</i>	

Qualité	NOM	Prénom	Emargement
Maire	PIOT	Marcel	
1 ^{er} adjoint	DURÉ	Marie-Hélène	
2 ^{ème} adjoint	ROBERT	Sonia	Excusée Pouvoir à Jean-Paul MURIE
3 ^{ème} adjoint	MURIE	Jean-Paul	
Conseiller municipal	HUOT	Danielle	Excusée Pouvoir à Marie-Hélène DURÉ
Conseiller municipal	LEMESLE	Patrick	Excusé Pouvoir à Marcel PIOT
Conseiller municipal	DAVID	Florence	
Conseiller municipal	LEROUX	Béatrice	Excusée Pouvoir à Florence DAVID
Conseiller municipal	GUERIN	Jean-François	
Conseiller municipal	ALLAIN	Laurence	
Conseiller municipal	CITRÉ	Laurent	
Conseiller municipal	LEBRET	Loïc	Excusé Pouvoir à Nathalie TESSIER
Conseiller municipal	TESSIER	Nathalie	
Conseiller municipal	MILLION	Olivier	
Conseiller municipal	DOUARD	Philippe	